

Sujet : Cessation SAN

De : MARTIN Cécile - DREAL Nouvelle-Aquitaine/SEI/DRC <cecile.martin1@developpement-durable.gouv.fr>

Date : 10/03/2023 à 11:02

Pour : "RICHARD Yoann (ORANO)" <yoann.richard@orano.group>

Copie à : "MATHIEU Regis (ORANO)" <regis.mathieu@orano.group>, MARTIN Christophe (Chef de département) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/SEI/DRC <christophe.martin@developpement-durable.gouv.fr>, SANTI David (Chef du Département DE3S) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/SEI/DE3S <david.santi@developpement-durable.gouv.fr>

Bonjour M. RICHARD,

Suite à notre rencontre de mardi dernier au sujet de la cessation d'activité du bâtiment SAN, nous avons bien noté que vous avez adressé à la préfecture, le 14 décembre 2022 la notification de cessation partielle d'activité. Elle est alors régit par la loi ASAP et textes associés (codifiés aux articles L512-6, R512-39-1 et suivants et R512-75-1 et suivants du code de l'environnement).

Lors de notre visite du bâtiment, nous avons constaté :

- l'absence de produit et de déchet ;
- la limitation d'accès au bâtiment ;
- la coupure des utilités (gaz et électricité) ;

Toutefois, la cuve enterrée de fioul, bien que vidangée, n'a pas été dégazée ni inertée comme le prévoit l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22/06/1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et leurs équipements annexes, *lors d'une cessation d'activité de l'exploitation, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.*

Dans ce cadre, la mise en sécurité n'est pas effective (risque d'explosion) et l'ATTES SECU ne peut pas être émise par le bureau d'étude.

Par mail du 07/03/2023, M. MATHIEU a indiqué que des devis ont été établis pour le dégazage et l'inertage de cette cuve. Je vous remercie de bien vouloir me transmettre les devis signés. A noter, que la mise en sécurité de la cuve, et notamment son dégazage, est indispensable avant les travaux de démolition, afin de supprimer le risque d'explosion.

Par ailleurs, le mémoire de réhabilitation peut être transmis à la préfecture accompagné de l'ATTES MEMOIRE sans que la mise en sécurité soit définitive (rien en s'y oppose réglementairement). Il conviendra alors, de ne pas omettre la transmission de l'ATTES SECU après le dégazage et l'inertage de la cuve de fioul.

Je vous remercie par avance de me transmettre en parallèle par mail, les éléments que vous adresserez à la préfecture afin que je puisse poursuivre l'instruction dans les délais prévus par la réglementation.

Je reste à votre disposition si besoin.

Bien cordialement

--

Cécile MARTIN

Fonctionnelle risques sanitaires

DREAL Nouvelle-Aquitaine – Site de Poitiers
SEI - Département Risques Chroniques
15 rue Arthur Ranc - CS 60539 - 86020 POITIERS Cedex

Port : 07-60-06-36-10

cecile.martin1@developpement-durable.gouv.fr

<http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/>